

Action d'Attac Mâcon contre l'évasion fiscale : les multinationales doivent payer leur juste part d'impôt !

Samedi 1er Avril, une vingtaine de militant·e·s d'Attac Mâcon ont symboliquement opacifié les vitrines de 4 agences de la BNP Paribas et de la Société Générale à Charnay-les-Mâcon et à Mâcon, d'une station Total et d'un restaurant McDo pour dénoncer l'évasion fiscale pratiquée par ces multinationales. Attac demande ainsi que les multinationales rendent l'argent qu'elles ont détourné depuis des années et qu'elles payent enfin leur juste part d'impôts dans les pays où elles exercent réellement leurs activités.



Ce Samedi 1er Avril, une vingtaine de militant·e·s d'Attac Mâcon ont opacifié les vitrines d'agences de la BNP Paribas et de la Société Générale, d'une station Total et d'un restaurant McDo, en les recouvrant de blanc de Meudon. Ils dénonçaient l'opacité financière et l'évasion fiscale pratiquée par la multinationale pour échapper au paiement des impôts dans les pays où elles exercent réellement ses activités.

Cette action s'inscrit dans le cadre de la semaine mondiale d'action contre les paradis fiscaux #StopParadisFiscaux. Pour lutter contre l'opacité financière, les associations qui participent à cette semaine d'action demandent la mise en place d'un « reporting pays par pays », soit l'obligation pour les multinationales de rendre publics le nombre de filiales, le chiffre d'affaires, les profits et le nombre d'employés dans tous les pays où elles sont implantées. Cela permettrait de jeter la lumière sur leurs pratiques d'optimisation fiscale. Les États doivent aussi mettre fin à la concurrence fiscale qu'ils se livrent pour attirer les multinationales, aux dépens de l'intérêt général. La course à la baisse des taux d'imposition, les accords fiscaux secrets, la multiplication des niches et autres incitations fiscales ont des conséquences désastreuses sur l'équité fiscale ou la progressivité des systèmes fiscaux partout dans le monde.

En pleine période électorale, alors que des candidat·e·s promettent de diminuer le nombre de fonctionnaires, de couper les vivres aux collectivités locales ou de reculer encore l'âge de la retraite parce que les « les caisses de l'État sont vides », nous voulons démontrer que de l'argent, il y en a beaucoup, accumulé, dissimulé, évadé par les plus riches et les multinationales. Attac France a publié un rapport « Rendez l'argent » qui fait la démonstration qu'il est possible – et urgent ! – de récupérer près de 200 milliards d'euros par an. Comment ? Par des mesures balisées et crédibles, qui pourraient être mises en œuvre par un gouvernement volontariste et poussé par les citoyen·ne·s, associations, mouvements et syndicats mobilisés en ce sens.

Qu'elle soit légale ou illégale, l'évasion fiscale, qui permet aux multinationales et aux personnes fortunées d'échapper au paiement de leur juste part d'impôts, est une pratique de plus en plus insupportable pour une majorité de la population.